

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

29 janvier 2015

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx

Stib

Après les élections, les travailleurs grecs devront continuer à se battre!

« Syriza, c'est la sortie de l'euro, la fin de l'aide financière et le chaos », voilà en substance ce qu'a voulu faire croire la Troïka – le FMI, la BCE et Bruxelles – pour décourager les électeurs de voter Syriza. Eh bien, son chantage n'a pas marché. Le peuple grec ne s'est pas laissé impressionner. En votant massivement pour la gauche radicale, il a rejeté l'austérité et les sacrifices, il peut en être fier !

Depuis 2009, les Grecs ont vu leurs conditions de vie s'effondrer. Le chômage a triplé, les salaires et les pensions ont été réduits de 10, 20, 30 %. Des milliers de commerces ont fermé, le système de santé a été largement démantelé, des milliers de fonctionnaires ont été licenciés.

Sauf les quelques centaines de familles liées aux armateurs et au grand capital de la distribution et du bâtiment, toute la population a été frappée. Ingénieurs, cadres, ouvriers, fonctionnaires, tous ont subi les licenciements, les retards et les amputations de salaire. Incapables de faire face aux dépenses quotidiennes, leur vie a été bouleversée.

Des familles se sont habituées à vivre sans électricité, d'autres à se soigner auprès des associations humanitaires et certaines à se nourrir de soupes populaires. Les plans dits de « sauvetage » ont accordé aux banquiers les garanties qu'ils voulaient, mais la Grèce, elle, a été transformée en pays du tiers-monde. Après cinq ans de descente aux enfers, la population ne se résigne pas aux sacrifices. C'est une leçon pour nous tous et un gage d'avenir.

Aujourd'hui, ses espoirs se tournent vers Syriza et son leader Tsipras. Mais suffit-il de faire confiance à ceux qui se hissent au pouvoir en promettant monts et merveilles ? Sûrement pas !

En Belgique, le PS s'est toujours présenté comme le défenseur des travailleurs alors qu'il menait une politique en faveur du patronat. Ce sont les espoirs mis hier dans le parti socialiste qui ont engendré la démolition, la dépolitisation et le succès actuel des nationalistes et des démagogues d'extrême-droite dans les classes populaires.

En Grèce, les travailleurs en ont aussi fait l'amère expérience. En 2009, Papandreou, dirigeant du Parti socialiste, avait promis de « rompre avec la dictature des marchés financiers ». Une fois au pouvoir, il a

veillé à ce que les banquiers soient payés en temps et en heure quoi que cela en coûte aux travailleurs.

L'histoire ne se répète pas à l'identique, mais il faut se préserver des erreurs passées. Ce n'est pas d'espoir dont les travailleurs ont besoin mais de conscience.

Tsipras a promis qu'il fera payer davantage les plus riches, y compris les armateurs et l'Église orthodoxe. Il a aussi promis de renégocier les termes de la dette auprès de la Troïka. À l'heure où tout le monde convie que cette dette ne pourra jamais être payée et que les cures d'austérité ont fait plus de mal que de bien, il obtiendra peut-être des créanciers qu'ils desserrent leur étau. Et avec une dizaine de milliards, il atténuera peut-être les souffrances des plus démunis.

Mais ce n'est pas ce qui sortira les Grecs de la misère et du chômage. Pas plus en Grèce qu'ailleurs, on ne peut créer des emplois et augmenter les salaires et les pensions sans remettre en cause les profits des capitalistes.

Il ne peut pas y avoir de miracle. On ne mettra pas fin à l'austérité sans en extirper ses racines : l'exploitation, le profit et le pouvoir des capitalistes. Et se fixer pour seul objectif de combattre les abus de certains capitalistes corrompus et voyous, comme le fait Syriza, c'est se vouer à l'impuissance.

Pour retrouver des conditions de vie dignes du 21^{ème} siècle, il faut mener une lutte sans merci contre le pouvoir de la bourgeoisie et des financiers. Pour être victorieuse, cette lutte doit s'appuyer sur la force collective des travailleurs et sur leur action consciente car ils sont les seuls à pouvoir réorganiser la société en fonction des intérêts du plus grand nombre.

Ce n'est pas l'objectif de Syriza, mais ce doit être celui des travailleurs grecs. Ceux-ci n'ont d'ailleurs pas attendu les élections pour mettre en avant leurs exigences. Ils ont montré à maintes reprises leur combativité et leur détermination à se battre pour leurs conditions d'existence. Alors, tout ce que l'on peut leur souhaiter, c'est qu'ils continuent.

Si les élections permettent d'exprimer une opinion, elles ne permettent pas de changer le rapport de force avec les capitalistes. Pour cela, les seules armes des travailleurs grecs comme belges sont celles de la lutte de classe, les mobilisations et les grèves. C'est de là, et non de Syriza, que peut venir le salut...

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Le patron recrute... un permanent syndical

Les permanents syndicaux Stib sont payés par le patron qui les considère comme ses employés. C'est au point que nous avons pu voir récemment sur la partie flash job du Cyrber une offre d'emploi en interne pour un poste de permanent syndical. C'est le patron qui fait l'entretien d'embauche aussi ? À l'Atrium, les permanents syndicaux ont leurs bureaux à côté de ceux de la direction; ils mangent dans la même cafétéria que les chefs. A trop se frotter à eux, les permanents vont attraper les poux de la direction.

Les passagers au frigo !

Il y a du chauffage dans les postes de conduite, c'est bien la moindre des choses, mais il n'y a pas de chauffage à l'arrière pour les passagers dans la plupart des bus non-articulés. Ces vieux bacs consomment énormément de gasoil pour le chauffage. Alors, la direction n'hésite pas à réduire le confort des passagers pour faire des économies de carburant. Et c'est encore pour économiser de l'argent que ces vieux bacs sont usés jusqu'à l'extrême... comme dans un pays sous-développé !

Des sièges où il ne fait pas bon s'asseoir

Les sièges USSC nous font mal au dos et aux fesses. Ils nous blessent même à sang au niveau du coccyx à la longue. Les femmes se plaignent autant que les hommes. D'abord la direction a essayé de nous faire passer pour des imbéciles en disant que nous ne parvenions pas à régler correctement les sièges. Puis, en réponse à la pétition en 2004 qui exigeait le retour à l'ancien siège, la direction a demandé que chaque chauffeur explique son problème. Donc, à nouveau comme si le chauffeur était le problème et pas le siège... La réalité est qu'il y a des sièges de qualités différentes en fonction du prix. Et bien sûr, la direction a sacrifié notre confort et notre santé pour payer moins. Pas étonnant qu'on retrouve des sièges cassés...

CCTrop nul

La CCT spécifie que le dernier jour presté avant deux jours de repos, on doit avoir l'horaire pour le premier jour de reprise après les deux jours de repos. C'est simple et net. Ben, non. Une fois sur deux, la seule information disponible sur le Cyrber le dernier jour de boulot, c'est que nous sommes en congé deux jours ! Sans blague, ça on le sait depuis le début. Et au téléphone, les chefs nous mentent effrontément en disant : « le service du jour de reprise n'est pas encore affecté ». Il y en a qui méritent des claques !

C'est plus des bus, c'est des poubelles.

Par mesure d'économie, la direction ne fournit pas au matériel roulant les moyens d'entretenir la flotte de véhicules. Si on essaie de faire la liste, voilà ce que ça donne :

- il y a des problèmes de braquage sur des Jonckheer SB250 et des Van Hool A330 à cause du manque d'huile de direction ;
- des lampes et des sonneries de demande d'arrêt sont en panne et provoquent des disputes entre chauffeurs et passagers ;
- le système Phoenix et la radio sont très souvent hors d'usage ;
- des sièges de conduite ballotent parce qu'un ressort est foutu ;
- il y a aussi des feux défectueux, des rétroviseurs cassés ou vacillants, des vitres et des pare-brises fendus ;
- les voitures-radio sont envoyées sur le réseau pour des rafistolages de misère.

Franchement, la liste est plus longue que la radinerie de Messire le patron. Avec ça, le dispatching fait pression sur les chauffeurs pour continuer la route malgré tout.

La paie ne paie pas.

Tous les 6 mois, c'est le même cirque. Par le jeu des mutations et de l'ancienneté, nous sommes chaque fois des dizaines à être balancés du 4/6 dans le 5/7 ou du A2 dans le 5/8, le 5/7. C'est une perte de plusieurs samedis et dimanches par mois, donc des centaines d'euros en moins. La situation va être aggravée par l'ouverture du nouveau dépôt « Petite-Île » fin février et le transfert de lignes et de services. Pour ne plus craindre financièrement ces changements de roulements, il faut exiger une augmentation salariale de 200 euros net par mois pour tous.

Mandaye, c'est la honte !

L'attribution des services « réserves » à certains chauffeurs est tellement institutionnalisée qu'ils sont appelés « titulaires ». Ces « titulaires réserves » servent de commis aux PM ; ils vont leur chercher à boire, à manger... Ils deviennent majoritairement « faisant fonction », c'est-à-dire qu'ils font le boulot d'un PM mais sans le statut ni surtout le salaire. Ils doivent sortir en cas de sous-effectif important. En échange de quelques privilèges, ces chauffeurs se sont transformés en mandayes et permettent à la direction de gérer les dépôts à bas prix !